

CONGRÈS INTERNATIONAL

CHANGEMENTS CLIMATIQUES + COLLECTIVITÉS MONTRÉAL, le 3 octobre 2010

SYNTHÈSE DE LA PRÉSENTATION DE LA DIRECTRICE
INSTITUT DE L'ÉNERGIE ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA FRANCOPHONIE

« La nature des changements climatiques dans les pays en développement :

Expérience du projet Négociation Climat pour Toute l'Afrique

Réussie (NECTAR) – Initiative Francophone Climat Développement»

Le thème de cette session sur la nature des changements climatiques dans les pays en développement constitue un des enjeux majeurs dans les négociations en cours sur le climat. Il pose la question des différentes perceptions et avis développés de part et d'autres par les pays et les catégories d'acteurs de développement concernés par la gestion et l'intégration des impacts négatifs des changements climatiques dans les politiques de développement durable.

En effet, depuis l'adoption et l'entrée en vigueur de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et du Protocole de Kyoto (PK) sur la réglementation des émissions de gaz à effet de serre, la communauté internationale a établi un calendrier régulier d'échanges, de discussions et de réflexions politiques, scientifiques et techniques pour trouver des solutions adaptées et appropriées de lutte contre les conséquences catastrophiques du réchauffement climatique. Force est de constater que l'accent a surtout été mis, depuis lors, sur le contrôle de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, qui malheureusement n'a pas donné les résultats escomptés et s'est fait au détriment des actions de développement durable.

Dans la présente communication, il est mis en évidence, la nécessité de mettre les questions relatives au climat au cœur des politiques sectorielles de développement durable, qui sont à élaborer dans le monde en développement, notamment en Afrique.

L'Afrique, continent en développement, abrite plus de la majorité des pays les moins avancés et détient actuellement le plus faible taux d'émissions de GES au monde. Cependant, il se trouve être le plus touché par les impacts négatifs des changements climatiques aggravé par la situation de pauvreté socio-économique vécues par ses populations.

Dans ses programmes de développement durable à élaborer dans les différents secteurs socio-économiques, l'Afrique devrait intégrer la problématique du climat pour ne pas répliquer les erreurs commises dans le passé par les pays du monde développé et ceux qui émergent actuellement.

Pour cela, un besoin d'information, de formation et de renforcement de capacités de ses acteurs des secteurs public, privé et de la société civile s'avère utile et indispensable pour aborder la maîtrise et la prise en charge des changements climatiques dans les politiques de développement durable.

L'initiative du projet NECTAR, mise en œuvre par la Francophonie avec l'appui du ministère des affaires étrangères et européennes de la France, de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), s'inscrit dans cette dynamique. Elle a pour objectif principal le renforcement des capacités des négociateurs et autres acteurs de développement dans le processus des négociations internationales et la réalisation d'études sectorielles sur six domaines prioritaires de développement que sont : l'agriculture, l'eau et l'assainissement, l'énergie, les forêts, les bâtiments et les transports. Les dits domaines ont été identifiés et retenus, à partir des plans d'action nationaux d'adaptation aux changements climatiques (PANA).

Ces études sectorielles sont orientées selon une démarche d'intégration des changements climatiques dans les méthodologies d'approches. Elles ont pour but d'identifier des idées et activités de projets d'adaptation et d'atténuation, qui devraient, à partir de leur mise en œuvre, contribuer de manière effective à la lutte contre les conséquences négatives des changements climatiques, en vue d'en assurer la maîtrise et améliorer ainsi les conditions de vie des populations touchées.

Cette période de l'après Copenhague et de préparation de la suite du Protocole de Kyoto devrait se baser sur des actions et mesures concrètes de développement durable exécutées dans les différents secteurs socio-économiques des PED/PMA. Le programme des activités de démarrage rapide, proposé par la communauté internationale, doit être concluant pour rétablir la confiance du monde en développement dans les négociations sur le climat. Cela permettrait ainsi des avancées notoires dans la lutte intégrée contre les changements climatiques pour un développement durable.